



Réunion conjointe des Conseils d'administration du
PNUD, du l'UNFPA, de l'UNICEF et du PAM
23 et 26 janvier 2009
New York

Document de travail

PROJET FINAL

**Point 1 de l'ordre du jour: Accroissement démographique et urbanisation rapide:
Aggravation de l'insécurité alimentaire en milieu urbain**

I. Introduction

En 2008, le monde a atteint un jalon invisible mais fatidique: pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population du globe (3,3 milliards d'êtres humains) vivra en milieu urbain. D'ici à 2030, ce chiffre devrait atteindre les 5 milliards d'habitants. Beaucoup de ces nouveaux citoyens seront pauvres, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact direct sur la sécurité alimentaire.

Au cours des 15 à 20 dernières années, le nombre de citoyens pauvres et dénutris, en chiffres absolus, s'est accru à un rythme extrêmement rapide. L'aggravation de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continueront d'accompagner ce processus d'urbanisation.

L'aggravation de l'insécurité alimentaire en milieu urbain sera l'une des principales questions qui seront discutées lors de la Réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM qui doit se tenir à New York les 23 et 26 janvier 2009. Le présent document de travail a été rédigé conjointement par le PNUD, l'UNFPA, l'UNICEF et le PAM et a pour objet de permettre aux Conseils d'administration de ces institutions d'entamer une discussion informée sur les principales questions spécifiques liées à l'insécurité alimentaire dans les villes.

Pour illustrer les problèmes qui se posent, il a été décidé de prendre un exemple concret, celui du Tadjikistan. Ce pays est le plus pauvre des pays d'Asie centrale, et 64 pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, cette situation étant encore exacerbée par les inégalités entre hommes et femmes résultant de migrations massives de la population active. De plus, importateur net de produits alimentaires et d'énergie, le Tadjikistan a été durement touché par la crise provoquée par la flambée des prix¹.

II. Contexte

Accroissement démographique et urbanisation rapide

Globalement, l'accroissement démographique sera désormais intégralement imputable aux villes, presque toutes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine². À la différence du passé, les migrations ne joueront dans la plupart des pays qu'un rôle mineur par rapport à l'accroissement naturel, ce qui reflète un infléchissement décisif d'une tendance millénaire, l'accroissement démographique étant aujourd'hui un phénomène non plus rural mais urbain.

La population urbaine mondiale devrait passer de 3,17 milliards d'habitants en 2005 à 4,97 milliards d'ici à 2030; sur cette augmentation de 1,8 milliard d'êtres humains, 116 millions seulement seront imputables aux pays à revenu élevé. À l'heure actuelle, la population urbaine s'accroît à un rythme de près de 1,3 million de personnes par semaine, soit l'équivalent d'une ville comme Munich ou Orlando tous les sept jours.

Au cours des 20 prochaines années, la majeure partie de cet accroissement – 92 pour cent – sera absorbée par les villes du monde en développement, qui sont les moins à même de faire face à une urbanisation rapide. Cela sera particulièrement notable en Afrique et en Asie, où la population urbaine doublera entre 2000 et 2030 pour être à l'origine de 81 pour cent de

¹ Banque mondiale. 2008. The Impact of Food Inflation on Urban Poverty and its Monetary Cost, juillet.

² UNFPA. La situation de la population mondiale 2007: Mobiliser le potentiel de l'accroissement démographique.

l'accroissement urbain pendant cette période³, ce qui aurait indubitablement de sérieuses conséquences si les gouvernements ne se préparent pas d'ores et déjà à faire face à la situation.

Les villes ont beaucoup à offrir aux citoyens, qu'il s'agisse d'un meilleur accès aux services ou de plus larges potentialités économiques et perspectives de développement. Les avantages de la vie en ville, cependant, ne sont pas également répartis. Il y a en effet deux populations citadines: celle qui vit dans les quartiers organisés et qui profite de tous les avantages de la vie en ville, et l'autre, au nombre d'un milliard, qui vit dans les taudis ou les bidonvilles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dont l'espérance de vie est inférieure, qui est plus touchée par la faim et la maladie, qui est moins instruite et à laquelle s'offrent moins de possibilités d'emploi que les autres citoyens. Pour améliorer le développement urbain, il faudra par conséquent commencer par améliorer l'accès aux possibilités, aux biens et aux services essentiels pour ceux qui en sont exclus.

À mesure que les villes se peuplent, cependant, les populations des taudis et des bidonvilles, et par conséquent le nombre de ceux qui se trouvent exclus de nombre des avantages de la vie en ville, s'accroissent. Dans beaucoup de villes d'Afrique subsaharienne, les habitants des bidonvilles représentent plus de 70 pour cent de la population urbaine. Dans le sud et l'ouest de l'Asie, les bidonvilles se développent aussi vite que la population urbaine en général, mais les taux de croissance enregistrés en Afrique subsaharienne sont deux fois plus élevés dans les bidonvilles que ceux de l'accroissement urbain en général. Globalement, le nombre d'habitants des bidonvilles s'accroîtra sans doute de 27 millions par an pendant la période 2000–2020.

La pauvreté urbaine

Jusqu'à une date toute récente encore, les peuplements ruraux étaient considérés comme l'épicentre de la pauvreté et des souffrances humaines. Toutes les mesures de la pauvreté, qu'elles soient fondées sur le revenu, la consommation ou les dépenses, montraient que la pauvreté rurale était plus profonde et plus généralisée que la pauvreté urbaine. Malgré tout, il apparaît aujourd'hui qu'alors même que les centres urbains, dans l'ensemble, offrent un meilleur accès à la santé, à l'éducation, à l'infrastructure de base, à l'information, au savoir et aux possibilités, la partie de leur population en accroissement rapide qui en bénéficie véritablement est de plus en plus réduite.

À l'heure actuelle, la pauvreté augmente plus rapidement en ville que dans les campagnes, surtout en Afrique, mais la plupart des évaluations sous-estiment l'ampleur et la profondeur de la pauvreté urbaine⁴. Il ressort des études détaillées menées récemment que le chômage et le sous-emploi sont des caractéristiques indissociables de l'économie urbaine et que les populations qui s'accroissent le plus rapidement en milieu urbain sont celles qui n'ont pas accès aux marchés structurés du travail. De plus, l'infrastructure des villes ne peut pas satisfaire la demande accrue de services, ce qui s'est traduit par une aggravation du surpeuplement et de la dégradation de l'environnement urbain.

En ville, pour trouver un emploi, il faut de plus en plus posséder un minimum de formation, ce qui empêche les pauvres, faute de qualifications, d'avoir accès à une large gamme de travaux. La transformation de la demande de main-d'œuvre, qui privilégie les travailleurs hautement qualifiés, affecte même les classes moyennes, qui doivent lutter pour trouver un emploi dont la rémunération ne correspond pas à leurs compétences sur un marché du travail

³ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU 2007. Perspectives de l'urbanisation dans le monde (révision).

⁴ Pour des données détaillées, voir UNFPA, juin 2007 et Division de la population du Secrétariat de l'ONU, "Perspectives de l'urbanisation mondiale", 2006.

extrêmement limité et compétitif et qui viennent ainsi grossir les rangs des "nouveaux pauvres".

Le pouvoir d'achat des citoyens pauvres est affecté aussi par le fait qu'ils vivent le plus souvent dans des peuplements spontanés illégaux où les droits de jouissance foncière, l'infrastructure et l'accès aux services sont limités et par la forte proportion du revenu que représentent les dépenses de logement, de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et d'énergie. Or, cette tendance n'est pas propre au monde en développement. Dans beaucoup d'autres pays, la proportion de la population qui vit en deçà du seuil de pauvreté serait bien plus forte s'il était tenu compte du coût réel de la vie en milieu urbain⁵.

La sécurité alimentaire dans les villes

La sécurité alimentaire est habituellement définie comme étant la possibilité qu'a chacun d'avoir à tout moment accès à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et productive. La nourriture est généralement l'élément le plus important du budget pour les citoyens pauvres, pouvant représenter jusqu'à 60 pour cent, voire davantage, des dépenses totales. Le plus souvent, l'insécurité alimentaire est imputable non pas tant au fait que des aliments ne sont pas disponibles mais à la difficulté de se procurer des aliments, surtout faute d'argent. L'insuffisance des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et un mauvais état de santé contribuent également à l'insécurité alimentaire dans la mesure où la nourriture n'apporte pas à l'organisme ce qu'elle devrait.

La vie en ville offre la possibilité de jouir d'une plus grande sécurité alimentaire en même temps qu'elle suppose un risque accru d'insécurité alimentaire. Un régime urbain peut être plus varié et plus nutritif que le régime alimentaire habituel des campagnes pour ceux qui ont les moyens d'avoir accès à des aliments diversifiés. La vie en ville coûte cher, cependant, et les citoyens doivent souvent payer des biens et des services (combustible, eau et logement) qui ne coûtent rien en milieu rural. Du fait de la cherté d'éléments essentiels autres que l'alimentation, les citoyens doivent réserver une part de leurs revenus non seulement à l'alimentation mais aussi à des biens et services très divers comme logement, énergie, transport, produits ménagers, éducation, soins de santé et articles personnels.

Les citoyens se nourrissent dans une très large mesure d'aliments traités et préparés relativement chers. Dans la plupart des villes des pays en développement, les marchés sont petits et disséminés dans les différents quartiers, étant donné que c'est de ce type de commerce de détail dont les pauvres ont besoin étant donné qu'ils sont obligés d'acheter des aliments tous les jours et en petites quantités, n'ayant pas les moyens d'en acheter beaucoup à l'avance. Il ressort d'un grand nombre d'études récentes de la pauvreté urbaine qu'un assortiment alimentaire de 2 000 kcal coûte 20 pour cent plus cher en milieu urbain qu'en milieu rural et près de deux fois plus cher, en moyenne, dans les grandes villes et les capitales. Les prix varient par conséquent non seulement entre la ville et la campagne mais aussi d'une agglomération à l'autre. En outre, la hausse drastique des prix enregistrée au cours des deux dernières années a grevé encore plus le revenu des ménages.

Dans certains pays en développement, les taux de malnutrition dans les quartiers urbains les plus pauvres et dans les zones périurbaines sont déjà proches de ce qu'ils sont dans les régions rurales marginales. Selon de récentes études portant sur de longues périodes, l'insuffisance pondérale chez les enfants était initialement la plus faible dans les régions urbaines et périurbaines mais c'est là que la situation s'est le plus dégradée au fil des ans, tandis que les choses ont eu tendance à s'améliorer dans un plus grand nombre de régions rurales.

⁵ "Statistiques d'accueil 2007, familles, enfance et pauvreté" Secours Catholique, 2008.

L'on trouve en milieu urbain de nombreux sous-groupes de population exposés à l'insécurité alimentaire. La place qu'occupent les adolescents et les jeunes dans la trame sociale, par exemple, constitue un problème croissant. Dans les pays en développement, la moitié de la population urbaine a moins de 25 ans. Indépendamment des risques qu'ils courent sur les plans de la santé et de la malnutrition, ces jeunes ont des besoins particuliers et, constituant l'avenir de la civilisation, appellent une attention spéciale. La société doit veiller à ce qu'ils aient accès à des services d'éducation appropriés afin de les doter des structures dont ils ont besoin et d'éviter qu'ils ne tombent dans l'analphabétisme, la criminalité et la violence, d'autant que l'on sait quelle est la corrélation qui existe entre l'éducation et la prospérité et qu'en période d'insécurité alimentaire, l'éducation est la première victime.

En particulier, les personnes qui souffrent de maladies chroniques, surtout le VIH/sida, dont la prévalence est généralement élevée en milieu urbain, ont des besoins nutritionnels particuliers qui doivent être satisfaits, outre qu'ils sont plus vulnérables aux variations des produits alimentaires vendus sur les marchés. La malnutrition a un impact non seulement immédiat, mais aussi à long terme, sur le développement des enfants. Dans le cas des femmes enceintes, une nutrition appropriée est essentielle non seulement à la santé de la mère mais aussi au développement de l'enfant. Les personnes âgées, même si elles ne requièrent qu'un moindre apport calorique, ont besoin de nutriments spécifiques. Enfin, les ménages dirigés par des femmes consacrent généralement une plus forte proportion de leurs revenus à l'alimentation, alors même que leurs possibilités de gains sont moindres.

Des études récentes montrent que la sécurité alimentaire urbaine est politiquement invisible, et ce pour plusieurs raisons:

- Depuis plus de 20 ans, la théorie du développement a corroboré l'idée que l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont généralement des problèmes ruraux.
- La sécurité alimentaire urbaine est négligée par les autorités locales, devant faire face à des problèmes urgents à forte visibilité politique comme le chômage, le secteur non structuré, le surpeuplement, le déclin de l'infrastructure et la contraction des services, alors même qu'il existe un lien manifeste entre la sécurité alimentaire et la malnutrition, d'une part, et tous ces autres problèmes.
- À moins que les approvisionnements alimentaires ne suscitent des problèmes majeurs ou que les prix des produits alimentaires n'augmentent soudainement, l'insécurité alimentaire devient rarement une question politique et doit par conséquent être réglée au niveau des ménages. Cependant, lorsque l'accès à l'alimentation devient effectivement un problème politique, comme cela a été le cas en 2008 à la suite de la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie, la situation peut devenir extrêmement instable et menacer la sécurité ou faire tomber le gouvernement au pouvoir, comme on l'a vu récemment en Haïti.

Dans les villes des pays en développement, l'agriculture urbaine, qui s'étend peu à peu, peut aider à satisfaire certains besoins alimentaires et pallier quelque peu l'insuffisance des revenus. Sans être une panacée, elle peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire mais, dans de nombreux pays, la réglementation en vigueur limite l'agriculture urbaine et par conséquent son potentiel.

Il est clair qu'une amélioration des structures de production et des circuits de distribution ruraux serait dans l'intérêt aussi bien des régions rurales que des régions urbaines. Le mouvement dans les deux sens qui existe entre les ménages ruraux et urbains joue en effet un rôle clé, les ménages urbains envoyant des fonds aux familles rurales du secteur de semi-subsistance, ce qui soutient le pouvoir d'achat de produits alimentaires et d'autres articles de première nécessité dans les campagnes et contribue ainsi à la disponibilité d'un "excédent rural" de produits alimentaires dont peuvent profiter les ménages urbains à l'origine de ces

mouvements de fonds. Les réseaux sociaux sont par conséquent un type de mécanisme qui facilite les échanges de produits entre la ville et les campagnes.

III. Contributions et mécanismes de coordination du PNUD, de l'UNFPA, de l'UNICEF et du PAM

À mesure que s'accroît la proportion de population pauvre et dénutrie en milieu urbain, il importe pour les organismes des Nations Unies, en collaboration avec leurs partenaires, d'intensifier leur action en milieu urbain et d'encourager les gouvernements et les administrations municipales à planifier et à mettre en œuvre des secours et des interventions à plus longue échéance sur la base d'analyses détaillées des moyens de subsistance en milieu urbain et de programmes de soutien appropriés. Il faut pour cela adopter une approche plus systématique à la fois pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire urbaine et cibler comme il convient l'action à entreprendre et identifier les solutions qui peuvent être envisagées tant dans l'immédiat lorsque surgit une crise qu'à long terme.

La mise en œuvre de programmes d'aide alimentaire en milieu urbain fait intervenir des considérations et des défis très différents de ceux dont il faut tenir compte en milieu rural. La plupart de ces problèmes particuliers, et leurs incidences pour les interventions appuyées par une aide alimentaire du PAM, ont trait aux évaluations et aux analyses ainsi qu'à la conception et à la planification du cycle des programmes. Il est très difficile de cibler l'aide alimentaire en milieu urbain ainsi que de formuler des stratégies appropriées de retrait de l'assistance alors qu'en milieu rural, une bonne récolte marque normalement la fin des besoins. Le PAM a adopté une politique concernant ses interventions en milieu urbain et a défini les lignes directrices à suivre en matière d'évaluation et d'analyse de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire ainsi que de conception et de planification des interventions d'aide alimentaire en milieu urbain, et cette politique et ces lignes directrices devront continuer d'être revues et actualisées à la lumière de l'expérience acquise.

Étant donné que l'économie urbaine est essentiellement monétaire, les interventions visant à combattre la faim et l'insécurité alimentaire comportent habituellement des éléments comme les activités espèces et/ou Vivres contre travail, une aide alimentaire et nutritionnelle aux groupes vulnérables ciblés comme les femmes enceintes, les mères allaitantes, les enfants en bas âge et les personnes qui vivent avec le VIH/sida, des programmes de transferts en espèces et de distribution de bons d'alimentation et des programmes d'alimentation scolaire. Les interventions mises sur pied en milieu urbain doivent appuyer les marchés des produits alimentaires et les marchés du travail et éviter d'en perturber le fonctionnement, et en particulier d'éviter de créer un effet d'attraction pour les régions rurales. La création de partenariats et leur conception revêt une importance capitale à cet égard étant donné que, pour s'adapter à l'insécurité alimentaire urbaine, il faut déployer des efforts considérables dans des domaines comme l'hygiène et l'assainissement, surtout dans les quartiers très peuplés et très pauvres où les services essentiels font défaut.

L'œuvre menée par l'UNICEF en faveur des citoyens pauvres concerne notamment les domaines comme la sécurité nutritionnelle dans le contexte de la survie des enfants, un accès aux services de santé et d'éducation, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène en général et des programmes en faveur de l'enfance, en particulier des enfants des rues et des enfants affectés par le VIH/sida. Généralement parlant, la malnutrition chronique est beaucoup plus généralisée que la malnutrition aiguë en milieu urbain en raison des déficiences de l'alimentation des nouveau-nés et des enfants. Étant fréquemment en situation irrégulière, les citoyens pauvres se trouvent souvent empêchés d'avoir accès aux services et doivent donc fréquemment se tourner vers les services fournis par le secteur privé, qui sont plus accessibles, bien que parfois hors de portée. L'UNICEF s'emploie, conjointement avec les gouvernements, à mieux équilibrer les activités réalisées en milieu urbain et en milieu

rural dans le cadre de ses programmes nationaux de coopération. En outre, les activités menées dans plusieurs pays sont structurées autour de l'Initiative en faveur des "villes amies de l'enfant", qui a pour but de promouvoir, conjointement avec les administrations municipales, la mise en œuvre des politiques et des réformes budgétaires requises pour s'attaquer aux problèmes auxquels se trouvent confrontés les enfants des villes.

L'UNFPA, pour sa part, s'efforce d'influencer les politiques formulées par les gouvernements pour relever les défis liés à une urbanisation rapide et satisfaire les besoins de tous, et surtout des pauvres et des plus vulnérables. En 2007, l'UNFPA a consacré son rapport sur *La situation de la population mondiale 2007* exclusivement à l'urbanisation et a souligné la nécessité d'une réorientation fondamentale des politiques d'urbanisme. Le clivage entre les quartiers établis des villes en développement et leurs quartiers insalubres demeure l'élément qui déterminera le plus directement l'évolution future du développement urbain. Pour se préparer à faire face à l'impact du mouvement continu d'urbanisation, les pouvoirs publics devront commencer par rétrécir ce clivage en améliorant l'accès à des logements et à des terrains jouissant d'un minimum de services. Il s'agit en effet d'un préalable indispensable à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens pauvres et à la garantie de leur sécurité alimentaire à plus long terme.

L'UNFPA appuie également la réalisation de recherches factuelles, axées sur la formulation des politiques, concernant la vulnérabilité de groupes spécifiques à l'insécurité alimentaire, l'accent étant mis en particulier sur l'urbanisation et les liens entre les milieux urbain et rural. L'UNFPA mène ses travaux en collaboration avec la FAO et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED).

Le PNUD contribue à ce programme de trois façons. Il y a d'abord le rôle qu'il joue au niveau des pays où, sous la direction des coordonnateurs résidents, les Équipes de pays des Nations Unies s'emploient à élaborer une intervention concertée pour combattre l'insécurité alimentaire, y compris les problèmes spécifiques qui se posent en ville. Ainsi, le PNUD participe à la mise en œuvre du Cadre d'action global identifié par l'Équipe de haut niveau constituée par le Secrétaire général, dans le contexte duquel il coordonne son action avec celle des institutions, des gouvernements, des ONG et des autres partenaires sur le terrain pour mener des évaluations rapides, élaborer des programmes viables appuyés par un financement adéquat et répondant à l'initiative nationale pour s'attaquer aux différentes causes de la vulnérabilité dont il est question ci-dessus et contribuer au suivi et à l'évaluation. Ce partenariat, pour une large part, a pour but d'aider à améliorer la production et la gestion des produits alimentaires, aspect important de la sécurité alimentaire. Deuxièmement, le PNUD fait l'apport de l'expérience qu'il a tirée des programmes de sécurité sociale en vue de la conception de mécanismes efficaces, efficaces et durables pour combattre l'insécurité alimentaire aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Cette expérience est utilement mise à profit par plusieurs pays d'Amérique latine et divers États arabes. Troisièmement, le PNUD mène des recherches appliquées en vue de faciliter l'élaboration de politiques visant à faire face à des problèmes émergents comme la conception des programmes de subventionnement des intrants agricoles, des programmes de promotion de l'emploi des jeunes, la mesure des aspects sexospécifiques et sociaux de la vulnérabilité, l'évaluation de l'impact sur l'environnement de l'augmentation de la production répondant à l'accroissement de la demande, etc.

IV. Défis et thèmes de discussion

1. L'urbanisation est un phénomène irréversible. Il faut par conséquent, partout dans le monde, se préparer comme il convient à faire face aux défis que soulèvera ce phénomène plutôt que de concentrer les efforts sur les mesures visant à éviter ou exclure l'afflux de nouveaux citoyens. Il faudra pour cela, dans toute la mesure possible, faire en sorte que les

citadins aient accès à la terre, au logement, à des services de santé et d'éducation et à une nutrition et une alimentation adéquates. Il est possible, en ville, d'améliorer la nutrition et de renforcer la sécurité alimentaire, et il ne faut pas considérer que l'urbanisation a des conséquences exclusivement négatives. Lorsque la vie en ville est organisée comme il se doit, les habitants peuvent avoir plus aisément accès aux services de base que dans les campagnes. Si la pauvreté peut exister en ville, celle-ci doit également être un moyen de sortir de la misère en offrant différentes possibilités d'éducation et d'emploi.

2. Étant donné les complexités qu'entraîne la mobilité des citadins pauvres d'un quartier et d'une ville à l'autre, il faut d'urgence rassembler les données concernant la situation en ce qui concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la suivre de près. Ce travail de collecte de données suppose un certain nombre de difficultés, notamment dans les domaines suivants:

- *Évaluation des besoins*: Pour évaluer les besoins en milieu urbain, il faut disposer d'un modèle d'analyse, au niveau des ménages et des quartiers, très différent du modèle à base communautaire ou géographique utilisé en milieu rural.
- *Ciblage*: En ville, les pauvres et les populations plus aisées vivent très près les uns des autres. Il faut tenir compte des citadins non recensés et mettre au point des filets de sécurité sociale qui puissent être adaptés aux fluctuations de la demande.
- *Suivi*: Il faut mettre au point des critères différents qui prennent en considération les effets sur la sécurité alimentaire d'habitudes et de régimes alimentaires différents.
- *Parti pris rural*: Comme les politiques élaborées par les organisations sont censées être applicables tant en milieu rural que dans un contexte urbain, elles tendent à refléter un parti pris rural. En fait, l'on peut en dire autant de l'expérience et des compétences de leur personnel. Dans les deux cas, c'est parce qu'avant les hausses récentes des prix des produits alimentaires et de l'énergie, la plupart des évaluations des besoins et des activités programmatiques étaient axées essentiellement sur les régions rurales.

3. Il faudra pour renforcer les filets de sécurité sociale, y compris pour ce qui est de l'enrichissement des aliments au niveau des ménages et des programmes d'aide alimentaire ou de transferts en espèces, ainsi que les systèmes de protection sociale à plus longue échéance qui sont indispensables pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain, s'attacher à bien comprendre toutes les caractéristiques du contexte urbain. C'est d'ailleurs ce qui est recommandé dans le Cadre d'action global établi par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale.

4. Les villes et les campagnes ne peuvent pas fonctionner indépendamment les unes des autres et doivent développer leurs échanges dans l'intérêt mutuel. Le partenariat rural-urbain devrait être l'un des piliers d'une politique de renouveau rural. Pour ceux qui continueront de travailler la terre, il sera essentiel d'avoir un accès direct aux marchés et ceux-ci sont habituellement situés dans les agglomérations urbaines. Un accès plus aisé aux marchés peut accroître les revenus agricoles et encourager une réorientation vers l'élevage ou des cultures de plus grande valeur. Une augmentation de la production agricole en milieu rural, surtout au niveau des petites exploitations, ne manquerait certainement pas d'accroître les disponibilités alimentaires et de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain, comme l'a reconnu le Cadre d'action global.

5. Partenariats. L'action coordonnée que doivent mettre en œuvre les organismes des Nations Unies pour appuyer les interventions menées par les gouvernements doit tendre à mobiliser une large coalition d'acteurs, surtout parmi les organisations non gouvernementales et les groupes de la société civile qui s'emploient à combattre la pauvreté urbaine. Les interventions en milieu urbain doivent reposer sur une participation de toutes les parties prenantes.